

Quelle mouche a bien pu piquer nos élus?

Le motocyclisme, un enjeu de société



Christian Bergeron

La pratique du motocyclisme au Québec génère des emplois directs et indirects. Le moto-tourisme apporte des revenus aux régions, qui en ont bien besoin en ces temps de crise. L'utilisation de la moto comme véhicule de transport est une mesure efficace pour l'environnement et un moyen hors pair pour réduire les engorgements de trafic dans les grandes villes. C'est d'ailleurs pour ces raisons qu'en Europe et en Amérique, tout aussi près de nous que l'Ontario, la moto est vue comme une solution durable et peu coûteuse pour adresser ces enjeux.

Au Québec, c'est tout le contraire. En période de crise, le gouvernement Libéral de Jean Charest veut stimuler l'économie, mais fait disparaître les emplois liés au motocyclisme. M. Charest veut aider les régions, mais il tue le moto-tourisme. En cette période de solutions environnementales durables, toujours le même gouvernement Libéral, investi des fortunes dans des solutions qui sont questionnables, mais il élimine les motos qui représentent pour-

tant une solution peu coûteuse et applicable immédiatement.

Mais quelle mouche a bien pu piquer nos élus ? Pourtant, ce ne sont pas des idiots et leur rôle est de veiller aux intérêts de la population. Alors pourquoi un tel comportement ?

Comprendre son environnement

Après des années de discussions avec des fonctionnaires, rien n'y fait. Pourtant, ces derniers ont en main les preuves positives, tant au niveau des bienfaits que le motocyclisme apporte, qu'au niveau de l'amélioration constante et inégalée du bilan routier des motocyclistes depuis 20 ans (baisse de 70% des décès et blessures alors que le nombre de motos a doublé dans la même période).

Aujourd'hui, même si tout n'est pas comme on le souhaiterait, le CAPM jouit d'une bonne reconnaissance auprès des organismes gouvernementaux et la crédibilité de nos arguments a fait son chemin. Par contre, lorsqu'on fait le bilan de nos rencontres politiques, un point ressort : les élus maîtrisent peu le dossier qui concerne les motocyclistes. On y retrouve encore et toujours les mythes du fou qui roule sur une roue, du bruyant qui dérange tout le monde, des malades qui ne respectent rien et, dans certains cas, on y associe de facto l'image de nuisance sociale.

Le paysage politique actuel est donc un ensemble de préjugés et d'idées préconçues. Heureusement, il y a des exceptions qui nous permettent de rester opti-

mistes, comme le Maire Stéphane Gendron de Huntingdon, Québec à Moto (www.quebecamoto.com) composé de 6 régions touristiques et Chaudière-Appalaches (www.chaudiereappalaches.com/motos-mototourisme). En stimulant le moto-tourisme, ces derniers font en sorte que les motocyclistes dépensent au Québec plutôt que chez nos voisins Américains. La formule a fait ces preuves.

Remettre les pendules à l'heure

Il faut maintenant préparer des actions concrètes qui vont briser le prisme actuel des politiciens et mettre en lumière l'importance sociale du motocyclisme. C'est ce sur quoi le CAPM va travailler fort au cours des 24 prochains mois, nous allons ouvrir la ligne de communication afin d'échanger avec les politiciens, tant au niveau provincial que municipal. Toc toc, « Bonjour cher élu, nous sommes le CAPM ».

Le motocyclisme, un enjeu de société

Près de 145 000 électeurs c'est peu dans le bassin global, sans autre mise en perspective la discussion s'arrête là. Ce n'est qu'en tenant comptes des bienfaits économiques et environnementaux durables qu'on réalise que le motocyclisme n'est pas le fait d'un petit groupe, c'est un facteur qui influence positivement l'ensemble de la population.

Dans une société moderne qui doit relever des défis économiques et environnementaux de taille, le motocyclisme fait définitivement partie de la solution. ■

PP 41194066